



**LE REGARD DES FRANÇAIS ET DES
HABITANTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES
DE LA RENOVATION URBAINE SUR LA VIE
DES QUARTIERS ET LA POLITIQUE DE LA
VILLE**

- Synthèse du sondage de l'Institut CSA -

Novembre 2003

N° 0301439 / 0301445

22, rue du 4 Septembre – BP 6571 – 75065 Paris cedex 02
CSA Opinion-Institutionnel
Tél. (33) **01 44 94 59 10 / 11** – Fax. (33) 01 44 94 40 01
www.csa-fr.com

SA au capital de 1 571 600 € – RCS Paris B 308 293 430 00010 – APE 741 E
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430



A la demande du Ministère de la Ville et de la Rénovation Urbaine, CSA a interrogé d'une part les Français à partir d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 15 ans et plus, et d'autre part les habitants des 163 quartiers prioritaires de la rénovation urbaine à partir d'un échantillon de 300 personnes âgées de 15 ans et plus.

I. Une agrégation de causes à l'origine des difficultés de certains quartiers

Premier enseignement de l'enquête, et il est de taille, les habitants des 163 quartiers les plus en difficulté se déclarent largement satisfaits de vivre dans leur quartier (72%, dont 21% tout à fait satisfaits). En revanche, ils apparaissent divisés sur l'évolution de leur quartier au cours des dernières années, puisque 43% jugent que celui-ci a changé plutôt en bien tandis que 40% estiment qu'il a changé plutôt en mal.

Parmi les causes qui expliquent le mieux les problèmes des quartiers en difficulté, le facteur le plus mis en exergue par les Français est le manque d'autorité des parents (54%). Les phénomènes tels que les vols, les trafics de drogue constituent la deuxième grande explication des difficultés que connaissent ces quartiers pour 49% des personnes interrogées. Remarquons que cette petite délinquance concourt davantage aux difficultés des quartiers que la présence de bandes criminelles organisées (12%). Le chômage (40%) est également perçu comme une des causes principales des problèmes de ces quartiers. Enfin, l'urbanisme et le logement également considérés comme une source des difficultés rencontrées par certains quartiers par une forte proportion des personnes interrogées (32%) en raison de la vétusté de logements et des bâtiments publics, de l'architecture ou de la qualité de l'habitat des quartiers de grands ensemble.

Notons enfin que cette hiérarchie des causes des difficultés rencontrées est sensiblement la même pour les habitants des 163 quartiers prioritaires.

II. Une vision pessimiste de l'avenir des quartiers aujourd'hui les plus en difficulté

65% des Français et 67% des habitants des 163 quartiers prioritaires estiment qu'à l'avenir les différences entre les quartiers vont augmenter. Cette vision dépasse l'ensemble des clivages, qu'ils soient sociologiques, géographiques ou politiques. Un quart des Français se montre optimiste et anticipe une homogénéisation des quartiers.

En corollaire de cette appréciation majoritairement pessimiste de l'avenir des quartiers, une majorité de Français (71%) anticipe une montée des tensions dans les quartiers en difficulté, même si pour 46%, celle-ci ne sera pas synonyme de communautarisme (un quart des Français pointent en revanche ce risque). L'anticipation de la montée des tensions apparaît particulièrement forte parmi les sympathisants de l'extrême droite (91%) et les diplômés du supérieur (80%).



Ceci explique certainement le souhait exprimé par 46% des habitants des quartiers prioritaires de quitter à l'avenir celui-ci ou leur ville.

III. Une confiance prioritairement accordée aux acteurs de proximité

Les associations constituent l'acteur à qui les Français (80%) et les habitants des quartiers prioritaires (78%) font le plus confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficultés, avec l'Ecole (77% de confiance auprès des Français, 78% auprès des habitants des quartiers prioritaires). Les collectivités locales, notamment les municipalités (respectivement 76% et 74%), disposent également de la confiance des interviewés, à l'inverse de l'Etat (seulement 44% et 41% de confiance), probablement perçu comme plus éloigné de la réalité du terrain.

En adéquation avec les résultats observés sur les causes des problèmes des quartiers en difficulté, la police bénéficie également d'une forte confiance, tant auprès des Français (71%) que des habitants des quartiers prioritaires (62%), alors que la confiance à l'égard de la Justice est moindre (respectivement 49% et 53%). Notons enfin que seuls 57% des habitants des quartiers prioritaires (contre 40%) font confiance à la population de leur quartier pour améliorer la situation.

IV. Une opinion convaincue de l'urgence et qui apprécie et attend des mesures volontaristes et concrètes

L'amélioration de la situation des quartiers en difficulté doit être pour le Gouvernement « prioritaire » selon une majorité de Français (57%) et « importante » pour 38% des personnes interrogées. Seuls 5% des interviewés estiment que cet objectif doit être secondaire. Dans le même temps, 71% des Français estiment que si le Gouvernement s'occupe de la rénovation urbaine et de l'aide aux quartiers, il devait toutefois en faire plus. 8% considère que le Gouvernement en fait une priorité tandis que 20% jugent qu'il ne s'en occupe pas. La perception est exactement la même sur ce point auprès des habitants des quartiers concernés.

L'impératif d'une intervention volontariste dans ce domaine est confirmé par une double perception : d'une part, 83% des Français se disent d'accord avec l'idée selon laquelle « la suppression des ghettos est nécessaire au bon fonctionnement de la République » (dont 56% de tout à fait d'accord) ; d'autre part, une telle intervention est jugée comme une nécessité républicaine puisque 79% des Français estiment en effet que « si on ne fait rien pour ces quartiers en difficulté, l'avenir de la société française toute entière est menacé ». La conscience de l'urgence de l'action s'accompagne toutefois d'une certaine méfiance vis-à-vis des pouvoirs publics, dans la mesure où 67% des Français estiment que « beaucoup d'argent a été dépensé par les pouvoirs publics pour les quartiers en difficulté sans que de véritables résultats ne soient obtenus ». Dans le même ordre d'idée, 65% des interviewés considèrent



que « jusqu'à présent, on a beaucoup parlé de la politique de la ville et de la rénovation des quartiers, mais aucune action d'envergure n'a été vraiment appliquée sur le terrain ».

Les attentes, tant des Français que des habitants des quartiers prioritaires, concernent avant tout l'emploi. Ainsi, les interviewés considèrent qu'il faut s'attaquer en priorité aux discriminations raciales dans la recherche d'emploi (64% des Français, 68% des habitants des quartiers prioritaires) avant celles concernant la recherche de logement (respectivement 39% et 48%). La lutte contre les discriminations sociales à l'école (39%) apparaît également comme un champ d'actions important, plus que le combat contre les discriminations hommes/femmes (21%).

Dans le même temps, 84% des Français et 85% des habitants des quartiers prioritaires s'accordent à penser que « la rénovation des quartiers en difficulté en servira à rien si on ne crée pas d'emplois dans ces quartiers », ce qui corrobore la nécessité d'une action de développement économique pour ces quartiers.

L'ensemble des mesures que nous avons testées sont jugées majoritairement efficaces pour améliorer la situation des quartiers en difficulté. La plus grande efficacité est attribuée aux actions en matière de logement, qu'il s'agisse de la démolition de 200 000 logements insalubres et la reconstruction de 200 000 logements neufs dans les quartiers en difficulté (83%) ou de la rénovation de 200 000 logements insalubres (81%). La création de zones franches, c'est-à-dire de zones sans impôts, pour inciter les artisans et les petits commerçants à rester ou à s'installer dans les quartiers en difficulté est porteuse d'efficacité pour 68% des Français, résultat qui confirme l'importance d'un traitement économique des problèmes de ces quartiers. La création d'une Agence Nationale de la Rénovation Urbaine destinée à accélérer le développement socio-économique des quartiers en difficulté constitue une mesure efficace aux yeux de 64% des personnes interrogées. Ce résultat est particulièrement positif dans la mesure où l'Etat fait l'objet d'une certaine défiance en tant qu'acteur de la politique de la ville. Enfin, la loi sur le surendettement ou loi de « la deuxième chance », qui permet d'annuler les dettes des ménages les plus endettés est jugée efficace par 54% des personnes interrogées. Soulignons sur ce point que l'efficacité de cette mesure est jugée encore plus forte par les habitants des quartiers prioritaires (64%), phénomène que l'on constate également concernant la création de zones franche (71%).



Ministère de la ville
et de
la rénovation urbaine

LE REGARD DES FRANÇAIS ET DES HABITANTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA RENOVATION URBAINE SUR LA VIE DES QUARTIERS ET LA POLITIQUE DE LA VILLE

- Sondage de l'Institut CSA -

22, rue du 4 Septembre – BP 6571 – 75065 Paris cedex 02
Tél. (33) **01 44 94 40 00** – Fax. (33) 01 44 94 40 01
www.csa-fr.com

SA au capital de 1 571 600 € – RCS Paris B 308 293 430 00010 – APE 741 E
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430



FICHES TECHNIQUES DES SONDAGES

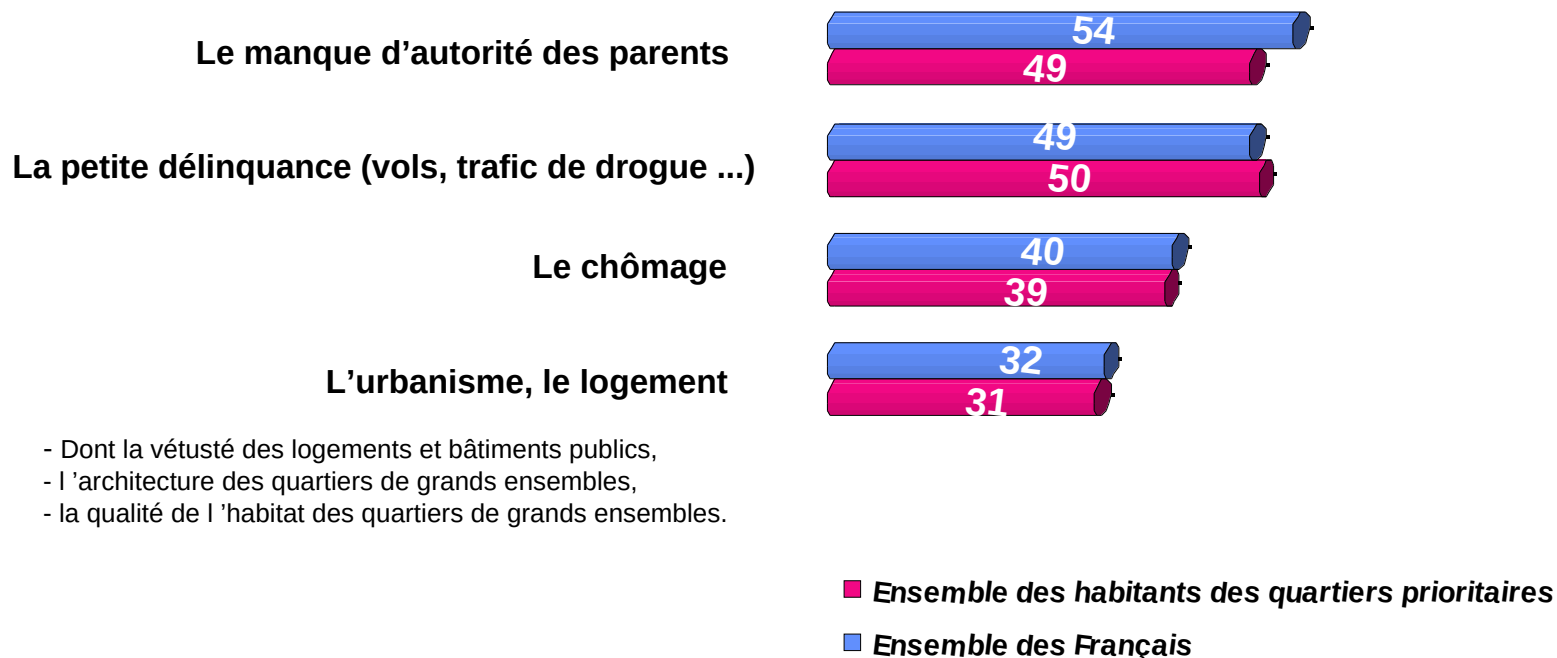
- **Sondage exclusif CSA / MINISTERE DE LA VILLE ET DE LA RENOVATION URBAINE réalisé par téléphone du 5 au 6 novembre 2003.**

Echantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

- **Sondage exclusif CSA / MINISTERE DE LA VILLE ET DE LA RENOVATION URBAINE réalisé par téléphone le 13 novembre 2003.**

Echantillon de 300 personnes âgées de 15 ans et plus habitant dans les 163 quartiers prioritaires, constitué selon la méthode aléatoire, après stratification par région.

Parmi les causes suivantes, quelles sont celles qui expliquent le mieux selon vous les problèmes des quartiers en difficulté ?

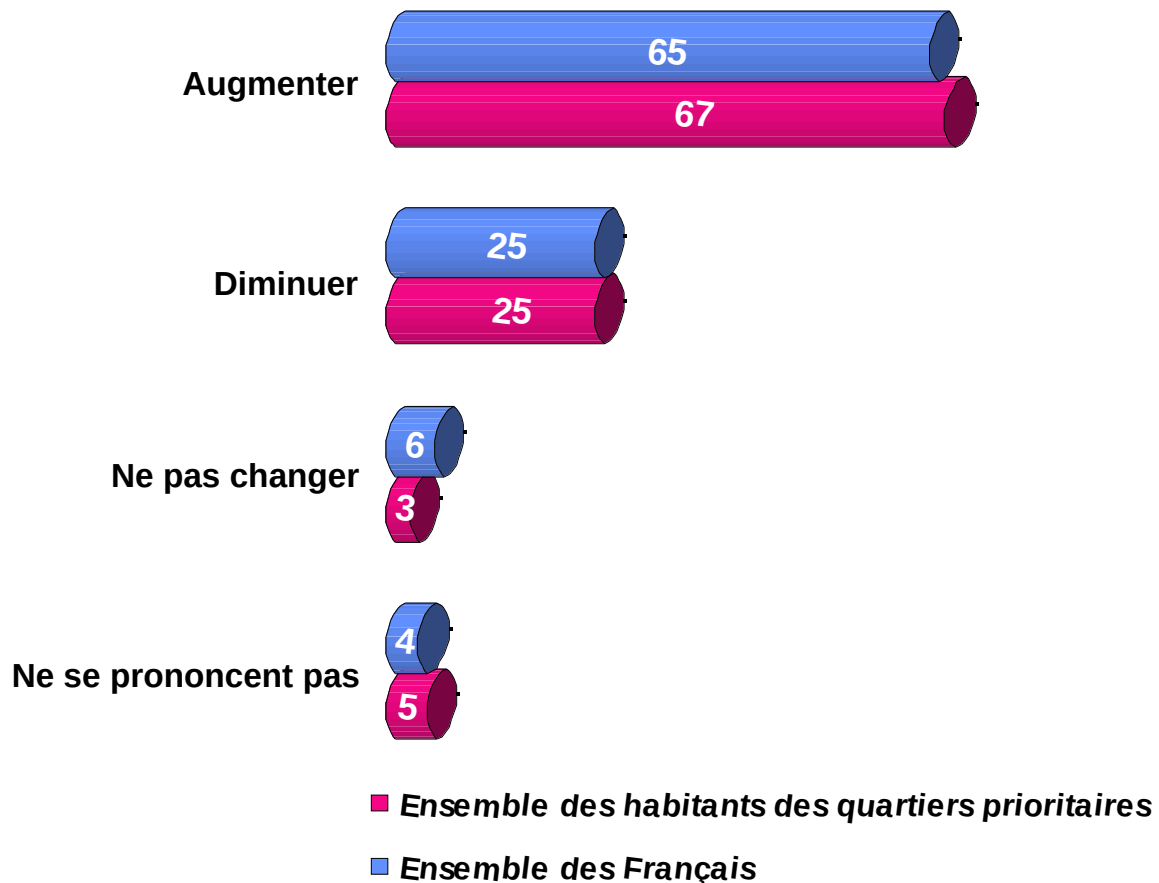


Parmi les causes suivantes, quelles sont celles qui expliquent le mieux selon vous les problèmes des quartiers en difficulté ?

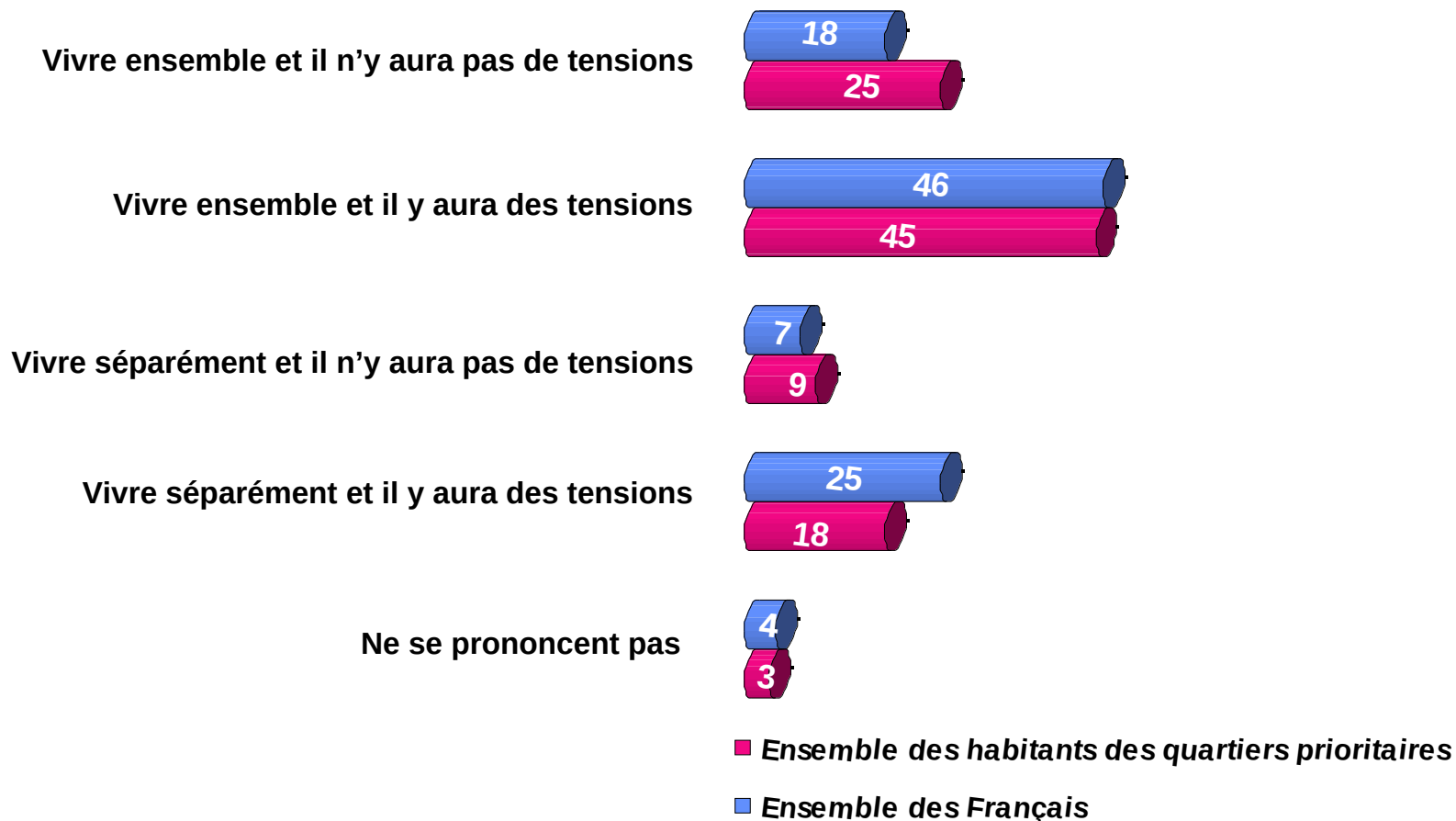
Suite et fin de la question



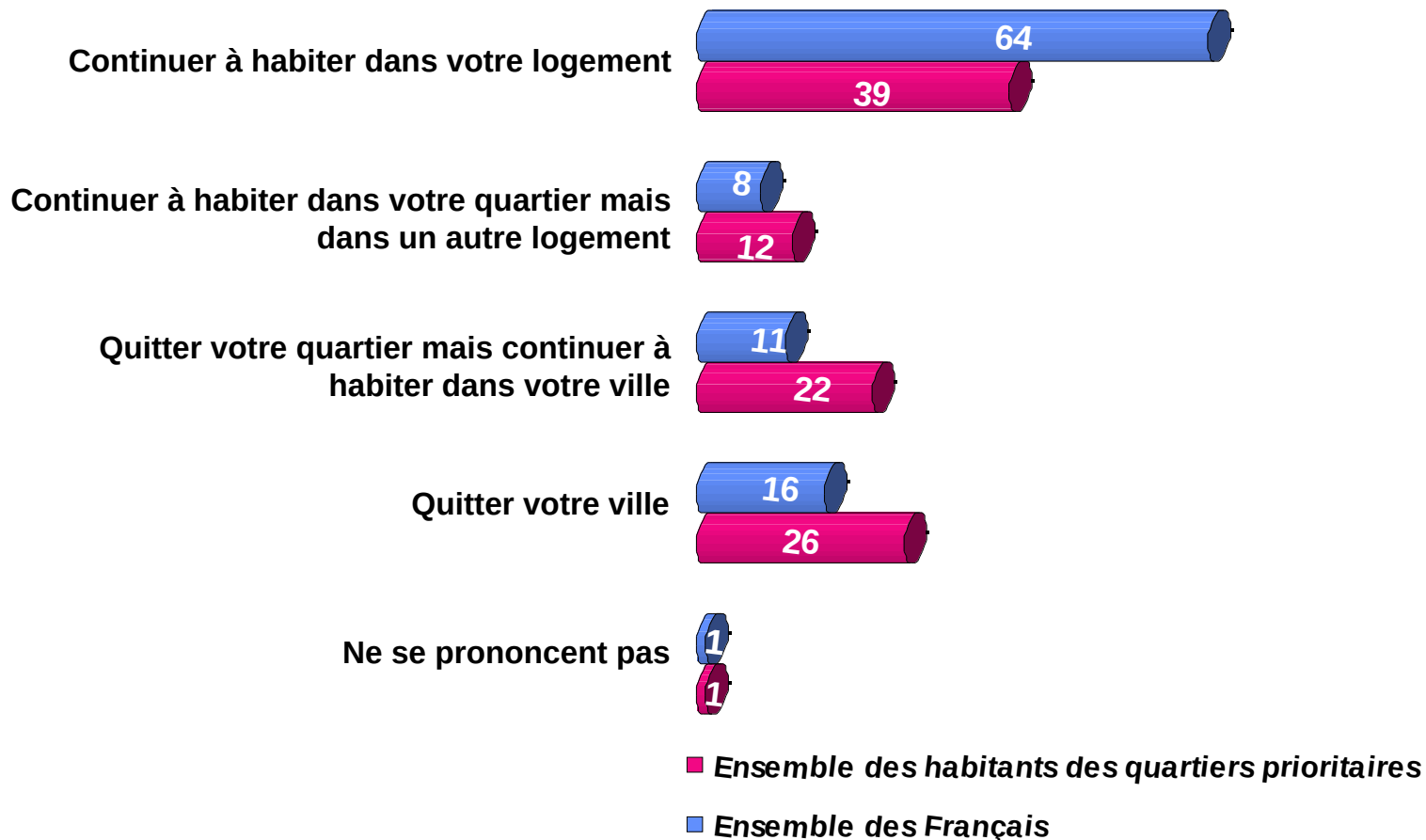
Vous personnellement, dans votre ville, pensez-vous qu'à l'avenir, les différences entre les quartiers vont ... ?



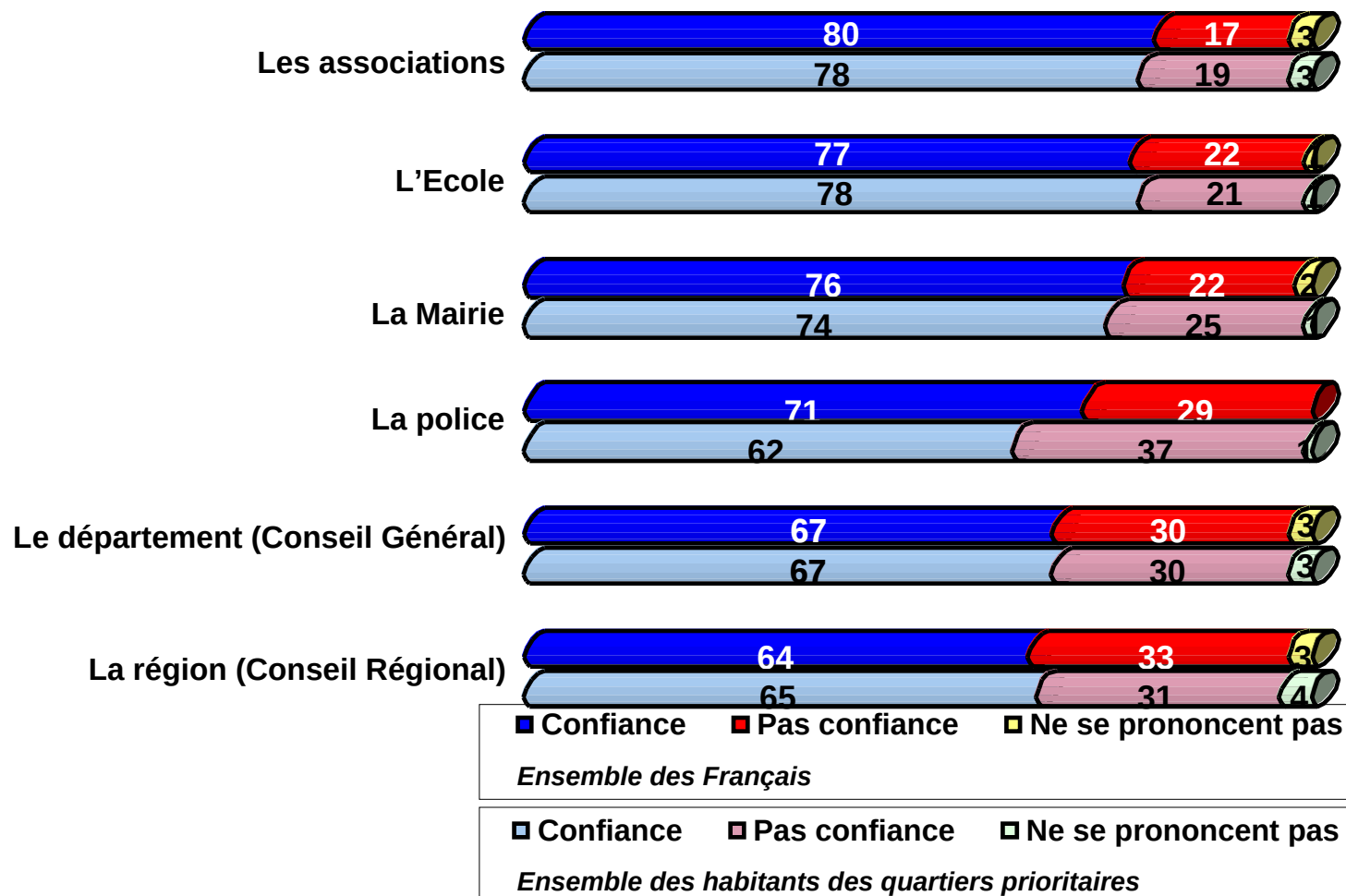
Diriez-vous qu'à l'avenir les différentes communautés dans les quartiers en difficulté vont ... ?



Vous personnellement, avez-vous l'intention à l'avenir de ... ?

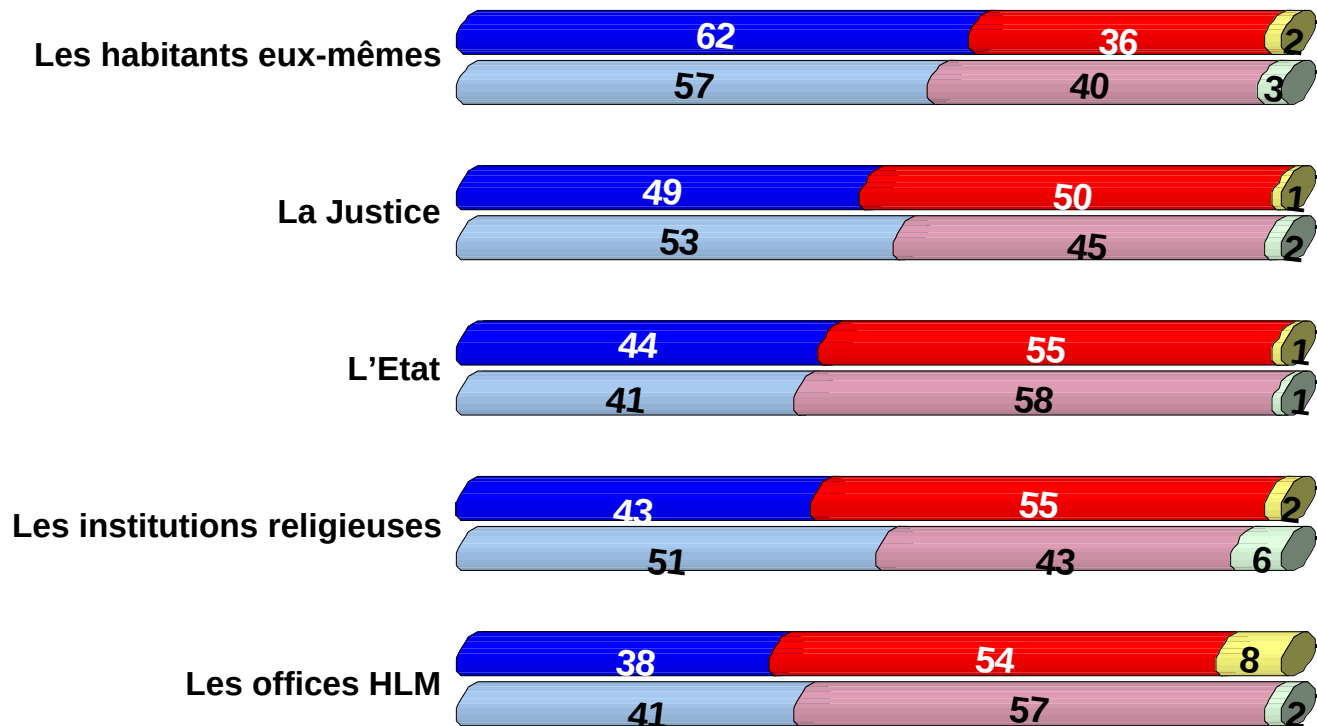


Pour chacun des acteurs suivants, dites-moi si vous lui faites confiance ou pas confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficulté ?



Pour chacun des acteurs suivants, dites-moi si vous lui faites confiance ou pas confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficulté ?

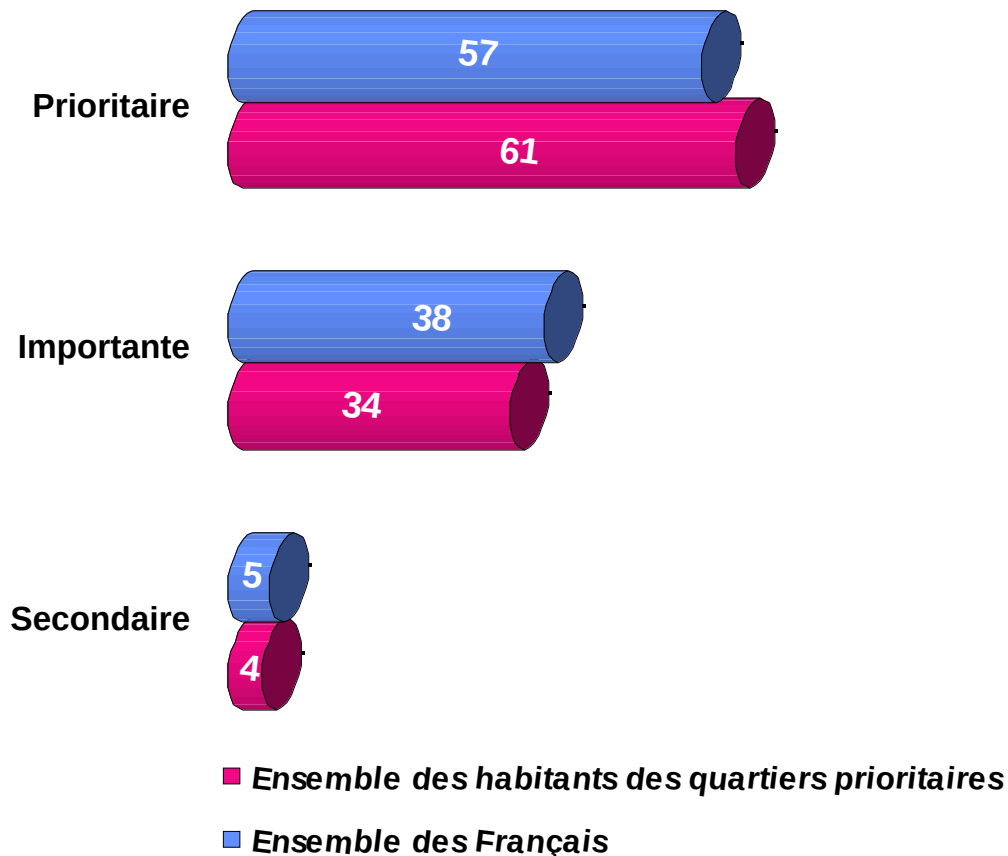
Suite et fin de la question



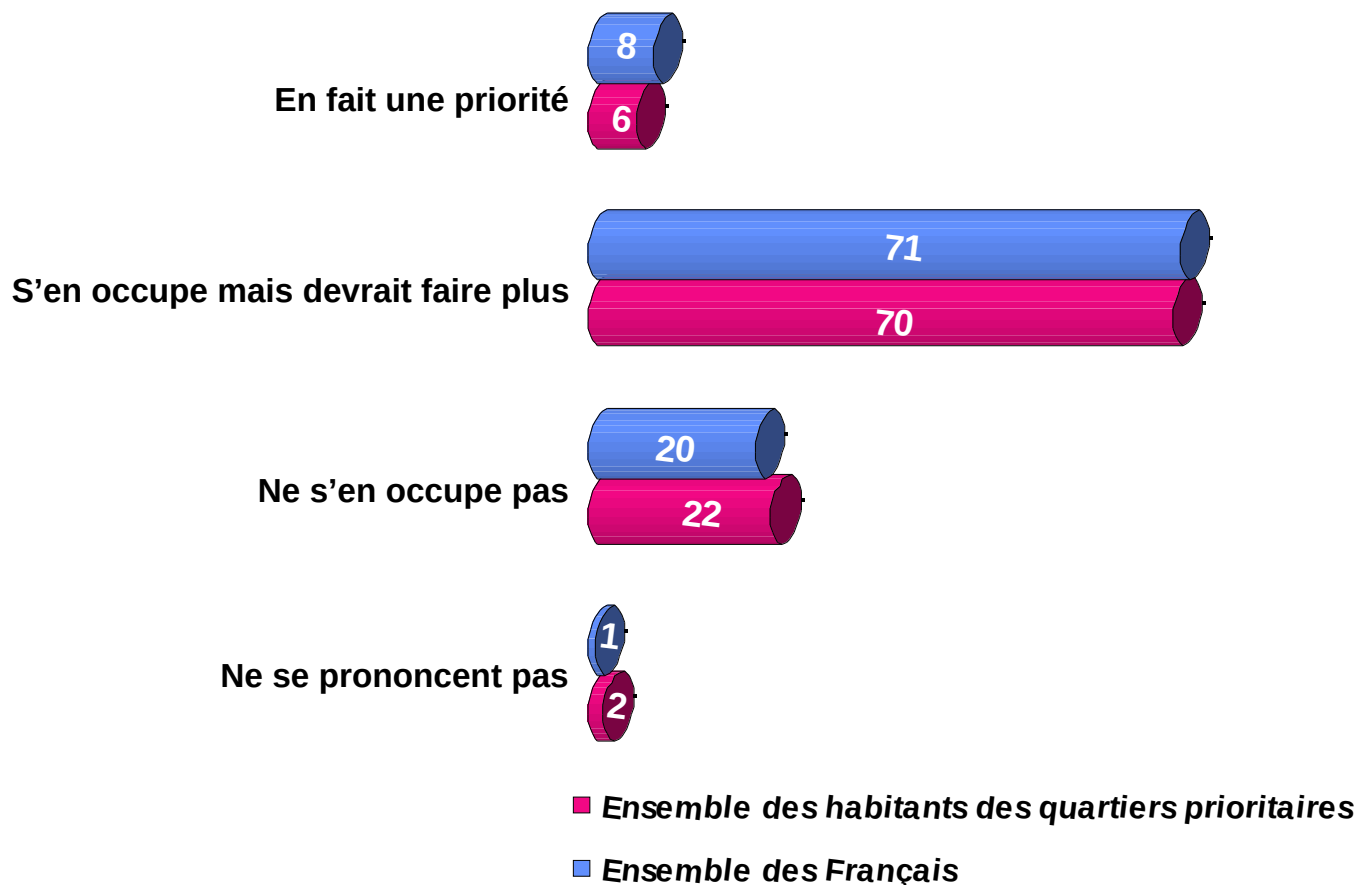
■ Confiance ■ Pas confiance ■ Ne se prononcent pas
Ensemble des Français

■ Confiance ■ Pas confiance ■ Ne se prononcent pas
Ensemble des habitants des quartiers prioritaires

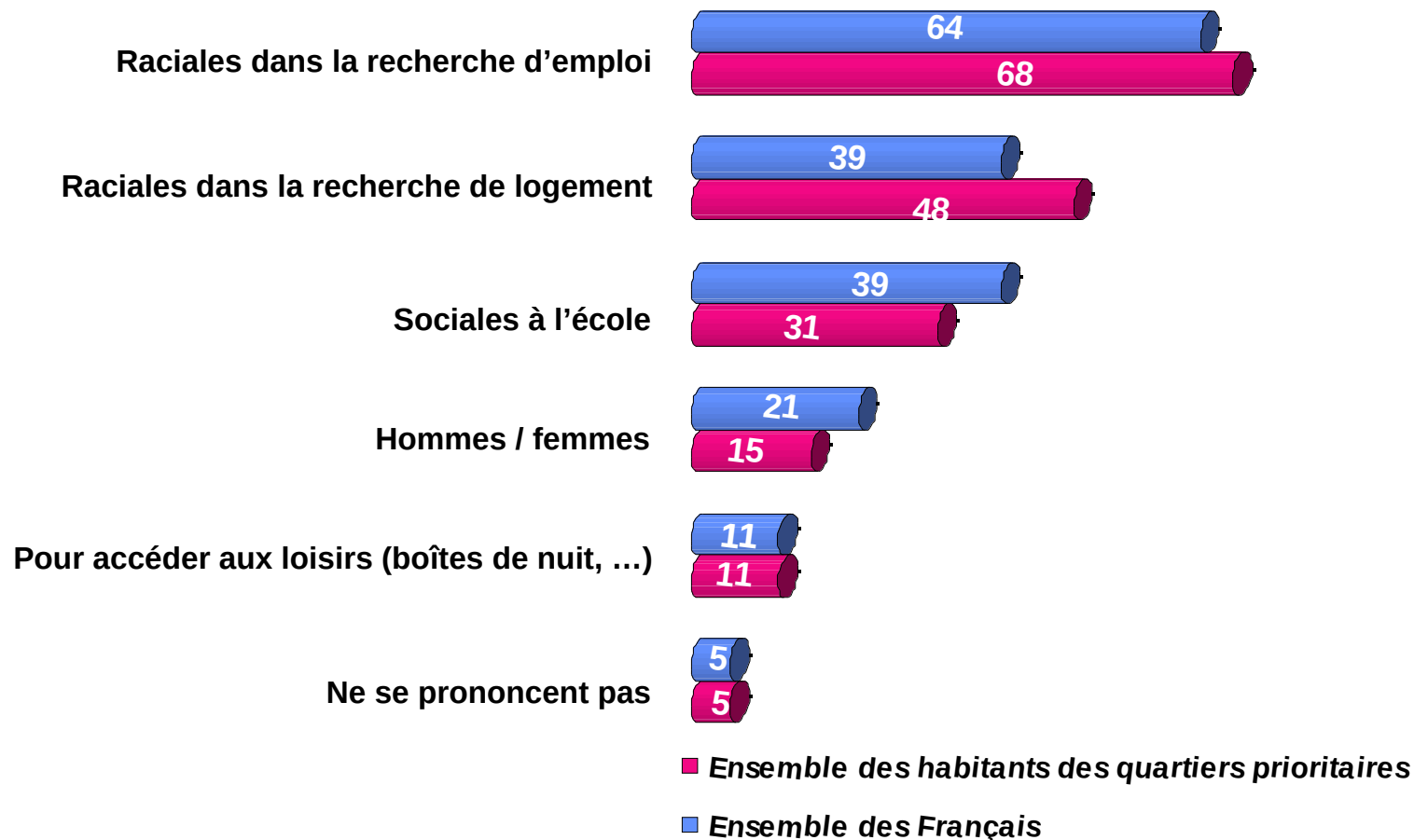
L'amélioration de la situation des quartiers en difficulté doit-elle être pour le Gouvernement ... ?



En ce qui concerne la rénovation urbaine et l'aide aux quartiers en difficulté, diriez-vous que le Gouvernement ... ?



A quel type de discrimination faudrait-il s'attaquer en priorité ? Les discriminations ...



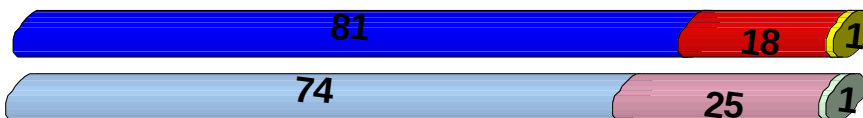


Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si vous estimez qu'elle est efficace ou pas efficace pour améliorer la situation des quartiers en difficulté ?

La démolition de 200 000 logements insalubres et la reconstruction de 200 000 logements neufs dans les quartiers en difficulté



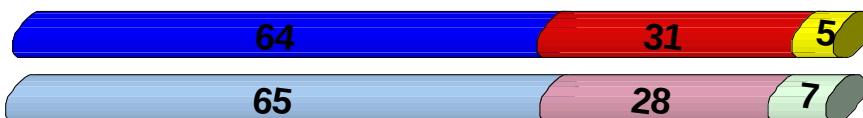
La rénovation de 200 000 logements insalubres



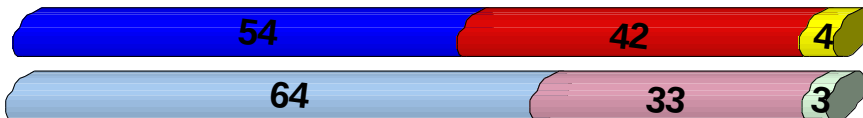
La création de zones franches, c'est-à-dire de zones sans impôts, pour inciter les artisans et les petits commerçants à rester ou à s'installer dans les quartiers en difficulté



La création d'une Agence Nationale de la Rénovation Urbaine destinée à accélérer le développement socio-économique des quartiers en difficulté



La loi sur le surendettement ou loi de « la deuxième chance », qui permet d'annuler les dettes des ménages les plus endettés



■ Efficace ■ Pas efficace ■ Ne se prononcent pas
Ensemble des Français

■ Efficace ■ Pas efficace ■ Ne se prononcent pas
Ensemble des habitants des quartiers prioritaires



Dites-moi si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des phrases suivantes ?

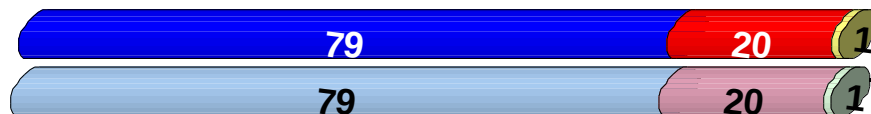
La rénovation des quartiers en difficulté ne servira à rien si on ne crée pas d'emplois dans ces quartiers



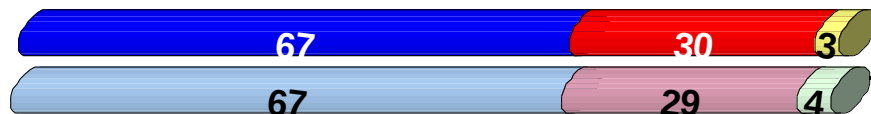
La suppression des ghettos est nécessaire au bon fonctionnement de la République



Si on ne fait rien pour ces quartiers en difficulté, l'avenir de la société française toute entière est menacé



Beaucoup d'argent a été dépensé par les pouvoirs publics pour les quartiers en difficulté sans que de véritables résultats ne soient obtenus



Jusqu'à présent, on a beaucoup parlé de la politique de la ville et de la rénovation des quartiers, mais aucune action d'envergure n'a été vraiment appliquée sur le terrain



■ D'accord ■ Pas d'accord ■ Ne se prononcent pas
Ensemble des Français

■ D'accord ■ Pas d'accord ■ Ne se prononcent pas
Ensemble des habitants des quartiers prioritaires